

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 28/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LEPICARD AGRICULTURE

21 RUE JACQUES FERNY
76760 Yerville

Références : UBDEO.2024.06.220
Code AIOT : 0005805136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement LEPICARD AGRICULTURE implanté Zone artisanale du Ressault Rue du Lin 27110 Le Neubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif de vérifier la situation administrative du site.

Elle a été menée par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEPICARD AGRICULTURE
- Zone artisanale du Ressault Rue du Lin 27110 Le Neubourg

- Code AIOT : 0005805136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEPICARD AGRICULTURE ex ETABLISSEMENTS LEPICARD ex NORMANDIE TRADE dispose d'un récépissé de déclaration du 07/07/2011 pour son site du Neubourg pour l'activité notamment de stockage de céréales.

Cette activité, classée sous la rubrique 2160-1-b (silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable) est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Le jour de la visite, l'ensemble des installations ont été visitées.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régime administratif	Autre du 07/07/2011, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des incendies et explosion	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Résistance au feu	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks du jour (céréales et PD)	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.1	Sans objet
3	Etat des stocks du jour (produits dangereux)	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.4	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5	Sans objet
8	Contrôle périodique DC	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Régime administratif

L'exploitant transmettra le plan des installations du site afin de compléter son courrier de demande d'actualisation du 03/05/2024 concernant le classement de son site passant du régime de la déclaration avec contrôle à non classé. Ce plan des installations comportera à minima le nom des installations, leur localisation, leurs dimensions et/ou volume.

Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Pour les prochains contrôles des installations électriques, l'exploitant mettra à disposition du vérificateur le plan des risques du site recensant les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

Il transmettra le plan général des installations mentionnant la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques), suite à la réalisation de son étude ATEX.

Résistance au feu

En l'absence d'étude de résistance au feu présenté, l'exploitant justifiera par une étude technique ou tout document équivalent que la conception de l'ensemble des installations permet d'éviter la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure.

Désenfumage

A ce jour, l'exploitant ne dispose pas d'étude justifiant que les ventelles permettent d'assurer une surface utile d'ouverture conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 de la nomenclature des ICPE dans le bâtiment de stockage des céréales. Aussi, il justifiera que les ventelles mises en place permettent d'assurer une surface utile d'ouverture, à savoir que cette surface utile d'ouverture de l'ensemble des ouvertures de ce bâtiment n'est pas inférieure à :

- 2 % de la superficie des locaux, si celle-ci est inférieure à 1 600 m² ;
- une valeur à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie totale des locaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régime administratif

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2011, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement ICPE
Prescription contrôlée : Tableau de classement des activités/installations
Constats : <u>Evolutions administratives</u>

La société LEPICARD AGRICULTURE ex ETABLISSEMENTS LEPICARD ex NORMANDIE TRADE dispose d'un récépissé de déclaration du 07/07/2011 pour son site du Neubourg.

Depuis le 01/06/2017, le nouvel exploitant de la société NORMANDIE Trade est : « ETABLISSEMENTS LEPICARD ».

Le 06/06/2023, la société « ETABLISSEMENTS LEPICARD » a changé de dénomination sociale. Le nom de cette société est maintenant « LEPICARD AGRICULTURE » selon le K-bis de l'établissement du 22/06/2023.

Consistance des installations

D'après le récépissé de déclaration du 07/07/2011 du site du Neubourg, le volume de l'installation de stockage de céréales (rubrique 2160.b) déclaré est de 14 926 m³. Cette installation de stockage se compose de 9 cellules de stockage et de 2 boisseaux d'expédition.

En séance, l'exploitant déclare que l'installation relevant de la rubrique 2160.b n'a jamais existé sur le site.

Toutefois, avant la visite, l'exploitant n'avait pas communiqué à l'inspection ces informations.

Il a présenté en séance le dossier de construction du projet du bâtiment de stockage des céréales de la société NORMANDIE TRADE du 12/03/2012. Le bâtiment projeté était composé d'un ensemble d'un stockage à plat d'un volume de 8 000 m³, d'un séchoir, d'un magasin d'approvisionnement et de bureaux administratifs.

Il déclare que le bâtiment de stockage des céréales est divisé aujourd'hui en plusieurs zones de stockage dont l'une de ces zones est dédiée au stockage des céréales (case de cellule). Le volume de ce bâtiment de stockage est inférieur à 5000 m³.

Il précise que cette cellule est utilisée uniquement pendant quelques mois dans l'année (période de la moisson).

Il ajoute que des consommables : des big-bag et des palettes en bois sont présents en faible quantité dans ce bâtiment et que le site n'est pas équipé d'équipements de manutention.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le site n'est pas équipé d'équipements de manutention de type élévateurs ou transporteurs et l'absence de système d'aspiration sur le site.

Evolutions du site par rapport à la nomenclature des ICPE (Version 54 - octobre 2023)

En 2017, les ETABLISSEMENTS LEPICARD avait communiqué au préfet de l'Eure le classement actualisé des activités de stockage de céréales, des produits phytopharmaceutiques, d'engrais solides simples, et composés à base de nitrate d'ammonium exercées sur le site du Neubourg, suite à l'évolution de la nomenclature des ICPE.

Stockage des céréales

Rubrique 2160

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bâtiment de stockage des céréales (rubrique 2160-1-b) est divisé en plusieurs zones de stockage.

Le jour de la visite, la case de stockage dédiée aux céréales ne comportait pas de céréales.

A la suite de la visite, objet du présent rapport, par courrier du 03/05/2024 [AR: 07/05/2024], l'exploitant a transmis un « porter à connaissance » pour le tableau de classement des installations ICPE concernant notamment la nouvelle situation administrative des activités du site du Neubourg au regard des installations existantes de l'établissement.

Ainsi, la société LEPICARD AGRICULTURE Le Neubourg passe du régime de la déclaration au régime non classé pour son activité de stockage de céréales. Le volume total de cette installation de céréales déclaré étant au maximum de 4600 m³ pour un seuil du régime de déclaration fixé à 5000 m³.

Stockage des engrais et produits phytopharmaceutiques

En référence au tableau de classement des activités ICPE du 03/05/2024, la société LEPICARD ETABLISSEMENTS Le Neubourg passe du régime de la déclaration au régime non classé pour son installation de stockage de produits phytopharmaceutiques, d'engrais solides simples, et composés à base de nitrate d'ammonium selon la quantité maximum déclaré susceptible d'être présente sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le plan des installations du site afin de compléter son courrier de demande d'actualisation du 03/05/2024 concernant le classement de son site passant du régime de la déclaration avec contrôle à non classé.

Ce plan des installations comportera à minima le nom des installations, leur localisation, leurs dimensions et/ou volume.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks du jour (céréales et PD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités /installations

Prescription contrôlée :

Vérification que la capacité totale de stockage de produits le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)

Constats :

<p>Pour rappel, l'exploitant précise que le bâtiment de stockage des céréales est divisé actuellement en plusieurs zones de stockage dont l'une de ces zones est dédiée au stockage des céréales (case de cellule).</p> <p>L'inspection a consulté l'état des stocks des produits (céréales et produits dangereux) du jour. Cet état mentionne que la quantité de céréales stockées sur le site est nulle.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la cellule de stockage destinée aux céréales ne comportait pas de céréales.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des stocks du jour (produits dangereux)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks des produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant précise que le bâtiment de stockage des céréales est divisé actuellement en plusieurs zones de stockage dont l'une de ces zones est dédiée au stockage des céréales.</p> <p>L'inspection a consulté l'état des stocks des produits (céréales et produits dangereux) du jour. Cet état mentionne que la quantité de céréales stockées sur le site est nulle.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la cellule de stockage destinée aux céréales ne comportait pas de céréales.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Registre de nettoyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté</p>

sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites.

Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé, fait l'objet de consignes particulières.

Les locaux et les silos sont débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.

De plus, dans les silos combles et les silos plats, des écrans de cantonnement de poussières entre la tour et l'espace sur-cellules sont mis en place.

Objet du contrôle :

- si d'autres dispositifs de nettoyage sont utilisés (balais, air comprimé), existence d'une consigne écrite ;
- présentation du registre contenant les dates de nettoyage en adéquation avec la fréquence des nettoyages précisées dans les consignes et fixées par l'exploitant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi pour le nettoyage de ses installations.

Ce tableau renseigne les dates de nettoyage pour chaque case de cellule du bâtiment de stockage des céréales.

Pour rappel, le site n'est pas équipé d'équipements de manutention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des incendies et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport annuel de vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum

(enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport comporte :

- une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ;
- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100.

L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.

Objet du contrôle :

- présentation du rapport ;
- vérification de la mise en place d'actions correctives, avec éventuellement des délais (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

L'inspection a consulté le dernier rapport de vérification des installations électriques (IE) DEKRA du 02/06/2023.

Le contrôle des IE a été effectuée le 19/04/2023.

Ce rapport de vérification du 02/06/2023 mentionne l'absence d'écarts suite à ce contrôle du 19/04/2023.

Il indique également que la liste des locaux ou emplacements classés à risque d'incendie et d'explosion n'a pas été présentée au vérificateur lors de ce contrôle. La vérification des matériels électriques ont été contrôlés qu'ils soient adaptés ou non au risque d'incendie et d'explosion par le vérificateur, d'après la lecture de ce rapport de contrôle.

A ce jour, l'exploitant ne dispose pas de Document Relatif à la Protection Contre le risque d'Explosion (DRPCE) conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi, afin d'être assisté dans l'élaboration de son DRPCE et de son étude de zonage ATEX , il a indiqué en séance avoir fait appel à un prestataire.

Par courriel du 23/04/2024, il a transmis l'offre de mission pour la réalisation de ces études.

Le rapport de vérification Q18 du 02/06/2023 mentionne que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les prochains contrôles des installations électriques, l'exploitant mettra à disposition du vérificateur le plan des risques du site recensant les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

Il transmettra le plan général des installations mentionnant la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques), suite à la réalisation de son étude ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de ruine

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de justifier que la conception des bâtiments permet d'éviter un effondrement en chaîne de la structure.

Pour les silos verticaux béton, les bâtiments abritant l'installation présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- planchers et supports (murs porteurs, poteaux et poutres) de ces planchers R 120 (stabilité au feu de degré deux heures) ;
- portes et fermetures (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture automatique présentant des caractéristiques de résistance au feu (pareflamme) équivalentes à celles exigées pour les murs ou parois séparatifs auxquels elles sont associées. La fermeture automatique des portes résistantes au feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les escaliers, monte-charges et ascenseurs situés dans la tour de manutention fermée sur quatre côtés sont encagés par des parois REI 60 (coupe-feu degré une heure).

Objet du contrôle :

- existence d'une étude technique démontrant que la conception de ces installations permet d'éviter la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :
<p>L'exploitant indique en séance ne pas avoir réalisé d'étude technique démontrant que la conception de ses installations permet d'éviter la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure.</p> <p>Par courriel du 26/04/2024, il a précisé être en attente du devis de l'étude de non-ruine en chaîne.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>En l'absence d'étude de résistance au feu présenté, l'exploitant justifiera par une étude technique ou tout document équivalent que la conception de l'ensemble des installations permet d'éviter la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les galeries supérieures des silos verticaux, les silos plats, les tours de manutention et les silos combles sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation naturelle des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les exutoires à commandes automatique et manuelle font partie de ces dispositifs.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont conformes aux normes en vigueur et sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>En ce qui concerne les silos combles, les silos plats, les galeries supérieures et les tours de manutention, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires (y compris les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur) n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % de la superficie des locaux, si celle-ci est inférieure à 1 600 mètres carrés ; - une valeur à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 mètres carrés, sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie totale des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) des exutoires à commandes automatiques ou manuelles est possible depuis le sol ou depuis la zone à désenfumer. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Ces dispositifs installés après le 31 décembre 2006 présentent, en référence à la norme NF EN 12101-2, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonctions sont soumis à

10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;

- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T 0 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300 (300 °C).

Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation sont réalisées en partie inférieure des locaux.

Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux tentes et structures gonflables.

Objet du contrôle :

- présence de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et gaz de combustion en partie haute des installations (excepté tentes et structures gonflables) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence d'exutoires à commande automatique ou manuelle (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- contrôle de la possibilité de fermeture depuis le sol du local ou depuis la zone à désenfumer (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

En séance, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de désenfumage dans le bâtiment de stockage de céréales. Mais, il précise que des ventelles d'aération sont présentes à l'intérieur de ce bâtiment en hauteur au niveau de la toiture.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté l'existence de ventelles présentes en toiture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A ce jour, l'exploitant ne dispose pas d'étude justifiant que les ventelles permettent d'assurer une surface utile d'ouverture conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2160.

Aussi, il justifiera que les ventelles mises en place permettent d'assurer une surface utile d'ouverture, à savoir que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des ouvertures du bâtiment de stockage de céréales (rubrique 2160) n'est pas inférieure à :

- 2 % de la superficie des locaux, si celle-ci est inférieure à 1 600 m² ;
- une valeur à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m², sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie totale des locaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle périodique DC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>Prescriptions applicables : Arrêté du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 Relative aux silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable modifié en dernier lieu par le décret 2015-1614 du 09/12/15 (Point de l'ANNEXE 1)</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le 07/07/2011, le site LEPICARD AGRICULTURE du Neubourg est soumis à déclaration à contrôle périodique pour l'activité de stockage des céréales (rubrique 2160-1-b).</p> <p>Le site du Neubourg a été mise en service le 07/07/2011.</p> <p>Au 15/04/2024, la société LEPICARD AGRICULTURE n'avait pas procédé au contrôle périodique pour vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 relative aux silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable modifié.</p> <p>Le premier contrôle périodique pour cette installation a été réalisé, le 15/04/2024.</p>

Le rapport de contrôle périodique du 18/04/2024 (contrôle initial) fait l'objet de 6 non-conformités majeures à l'arrêté du 28 décembre 2007 précité.

Ces 6 non-conformités concernent :

- l'absence d'étude technique justifiant de la non-ruine en chaîne de l'ensemble des installations ;
- l'absence d'exutoires à commandes automatiques ou manuelles ;
- l'absence d'exutoires à commandes automatiques ou manuelles et donc il n'y pas de possibilité de fermeture depuis le sol du local ou depuis la zone à désenfumer ;
- l'absence d'exutoires à commande automatique ou manuelle avec commandes d'ouverture manuelles à proximité des accès ;
- l'absence de rapport de contrôle périodique des systèmes de protection contre la foudre ;
- l'absence de rapport de zonage ATEX et d'audit d'adéquation des matériels.

La date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité suite à ce contrôle initial du 15/04/2024 est le 18/07/2024.

La date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire est le 18/04/2025.

Par courriel du 26/04/2024, l'exploitant a transmis son plan d'action du 23/04/2024 et les devis pour la réalisation de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite au contrôle du 15/04/2024, l'exploitant transmettra l'échéancier de mise en conformité avant le 18/07/2024 à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle périodique du 18/04/2024.

Type de suites proposées : Sans suite